



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Le-genie-de-la-liberte>

Le génie de la liberté

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1990 - N° 891 - juillet 1990 -

Date de mise en ligne : lundi 16 mars 2009

Date de parution : juillet 1990

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Dans notre article de Juin, la Relève, nous avons évoqué le livre de J. Julliard. Nous en donnons ci-après un panorama plus vaste, car il s'agit d'une réflexion, d'une analyse souvent lucides et pertinentes sur le monde politique, économique, social et culturel des deux derniers siècles, et singulièrement, sur le monde actuel.

Quelques lignes directrices Julliard, éditorialiste au Nouvel Obs est aussi directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. Il est anticommuniste sans réserve, Mendésiste hier, Rocardien aujourd'hui c'est logique - ; partisan affiché de l'économie de marché, et cependant contre le capitalisme et le libéralisme en ce sens qu'ils ne permettent pas l'épanouissement de l'homme. Car Julliard est un humaniste, comme beaucoup d'intellectuels de gauche à l'heure actuelle. Mais comme tous ceux qui pensent que l'économie de marché est incontournable et qui sont progressistes, au moment de proposer des solutions, de conclure, sa pensée est peu convaincante. Et pour cause.

Nous laisserons le lecteur juger à travers de larges extraits. Mentionnons que l'auteur consacre quelques lignes à Jacques Duboin (page 172) qu'il a dû connaître à travers André Gorz, son ex-collègue au Nouvel Obs : "La machine dont le but est d'économiser du travail se trouve aujourd'hui accusée précisément de faire ce pour quoi elle a été faite. C'est ce que Jacques Duboin, théoricien de l'abondancisme (sic) avait bien mis en valeur dans les années trente".

Introduction : comment Julliard pose le problème.

Nous vivons la fin d'une époque. Commencée le 1^{er} août 1914 avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale, le XX^e siècle s'est terminé vers Noël 1989 à Bucarest, avec la liquidation de l'ordre européen et international issu de la Seconde. Désormais, à l'exception de l'Albanie, l'Europe est libre ou sur le point de l'être. Le communisme agonise. La guerre froide est liquidée. Soixante-quinze ans : c'est peu pour le siècle qui s'achève sous nos yeux dix ans avant la date prescrite. Surtout si on le compare à celui qui l'a précédé : le XIX^e. Celui-ci avait commencé en avance, le 5 mai 1789, avec l'ouverture des États généraux, et ne s'est terminé qu'avec le début du premier conflit mondial, en 1914. Le XIX^e a été gratifié d'un quart de siècle supplémentaire. Il le méritait. Il fut une ère de progrès scientifiques gigantesques, de paix relative et d'extension de la liberté. Le XX^e, lui, a été amputé de la même durée. Il ne l'a pas volé... Jamais comme au XX^e, on n'avait dépensé autant d'énergie et d'intelligence à des œuvres de mort et de déshumanisation. Nous avons connu depuis soixante-quinze ans, c'est vrai, un progrès scientifique et technique ininterrompu ; un accroissement sans précédent des niveaux de vie dans la partie industrialisée du monde. Cela, on ne l'enlèvera pas à notre époque. Pour le reste, elle restera dans l'Histoire comme une formidable régression de la conscience des civilisés..

Le génie de la liberté : alors que le socialisme réel, le seul qui mérite le commentaire politique, a basculé tout entier du côté du collectif, qu'il n'a jamais été capable de sacrifier en son sein les anticorps qui lui auraient permis de résister à sa pente naturelle, la démocratie, elle, est restée toujours présente dans le siècle. Elle en a parfois accompagné les excès, mais c'est en son nom que les contestataires montent à l'assaut des Bastilles qu'elle a contribué à élever. Le socialisme, quant à lui, est né de la démocratie, nul n'en peut douter ...

Alors que les socialistes sont au pouvoir...

"Telle est la difficulté de tout gouvernement socialiste. Elu par les classes populaires, il commence inévitablement par dialoguer et par négocier avec les couches bourgeoises. C'est aux hommes d'affaires, aux cadres, aux publicitaires, plus qu'aux ouvriers, aux employés et aux fonctionnaires, que le gouvernement Rocard, venant après celui de Laurent Fabius, propose des perspectives d'avenir.

C'est avec les premiers que le socialisme gouvernemental, à travers une multitude de canaux officieux et de contacts informels, discute de la politique de la nation. Le forum de l'Expansion, les d'Éléments du Siècle, les multiples colloques réunissant presque en permanence les mêmes personnages, hommes d'affaires, journalistes, intellectuels de renom, avec des ministres, membres de cabinets ministériels ou de la haute administration sont des lieux de concertation plus importants que les congrès des partis ou l'Assemblée nationale elle-même...

Quant aux syndicalistes ... au lieu d'en faire les porte-parole des travailleurs, on les transforme en otages du pouvoir...

Parmi les nombreuses raisons qui expliquent les succès actuels du Front national, et son installation durable sur la scène politique française, figure l'incapacité du Parti socialiste de se substituer au Parti communiste. Or celui-ci s'effondre ... L'ors le PCF disparaît, on dirait que la banlieue retourne à l'état sauvage. Présent dans les centres de vote et les isoloirs, le PS ne l'est guère dans les cités HLM, les quartiers, les immeubles, les escaliers et les cours. Il n'a pas de presse à vendre, pas de militant à envoyer... A Dreux, lors du deuxième tour de l'élection législative partielle du 3 décembre 1989, trois ouvriers sur quatre ont voté Le Pen.

Or sont dans tout cela, les classes populaires ? Nulle part. Que sont les ouvriers devenus ? Rien du tout. Voyez le pouvoir socialiste. Il n'a rigoureusement rien à dire aux ouvriers, aux employés, aux fonctionnaires, sinon qu'il leur faut voter pour lui, pratiquer la grève avec modération, et n'attendre d'amélioration de leur sort que de l'accroissement de la croissance économique.

Voici bien la grande régression sociale de notre société moderne ; les prolétaires sont redevenus des pauvres. Ils ont cessé de faire peur. Dans le meilleur des cas, ils font pitié. Dans le pire, on leur fait honte de leur improductivité, de la charge qu'ils représentent pour le budget social de la nation. Quand a déferlé le libéralisme des années quatre-vingt-cinq, il ne faisait pas bon gagner moins de 8.000 francs par mois. On était automatiquement soupçonné de coûter cher au pays.

Depuis qu'elles ont déserté leurs syndicats et porté au pouvoir leurs représentants politiques, les classes populaires ont payé bien cher les nouveaux droits qu'elles se sont acquis : du devoir de se taire ! D'acteurs qu'ils étaient jadis, les travailleurs sont devenus des assistants. Or vit-on jamais socialistes à libérer avec les classes populaires de l'avenir de la nation ? Dans le meilleur des cas, on négocie avec eux leurs salaires.. Le plus souvent, désormais, on leur octroie ; et les ministres socialistes, forts de leur légitimité sociale et de leur aisance à tutoyer les syndicalistes, oublient de les consulter à la veille des grandes décisions sociales.

Avec l'atténuation des luttes de classes et le refroidissement du débat politique, les clivages ont changé de nature : le principal d'entre eux n'est pas celui qui sépare le capital du travail, mais celui qui sépare les élites dirigeantes des classes laborieuses. On ne fera désormais croire à personne qu'un ministre socialiste est plus proche d'un ouvrier socialiste que d'un ancien ministre UDF. Entre un membre de la classe politique et un travailleur, il y a une différence de condition : c'est beaucoup. Entre deux membres de la classe politique, il n'y a une différence que d'opinions, c'est-à-dire pas grand chose".

Communisme et capitalisme vus par Julliard

Bien sûr, il s'agit d'un jugement se référant à la concomitance de l'effondrement du communisme et du triomphe du capitalisme.

"Même moribond, le communisme reste désastreux. D'abord, pour ceux qui le subissent encore. Comme résidu politique, il peut en effet survivre longtemps à sa mort intellectuelle et sociale...

Quant à nous autres Occidentaux, nous n'en avons pas encore fini avec le vieux cadavre puant. La gauche européenne en particulier devra continuer à exorciser la mémoire de ceux qui l'ont compromise. Mais la pire pollution posthume que continue de produire le communisme, c'est le discrédit durable qu'il a

jeté sur toute critique du capitalisme. Dans les pays de l'Est, les intellectuels et les économistes n'arrivent pas à trouver le moindre défaut à l'économie de marché. Ou, s'ils en trouvent, c'est pour en rejeter la faute sur les circonstances.

Or, nous avons grand besoin d'une critique du capitalisme. En le privant de toute contestation, on lui rend le pire des services. Voilà un étrange paradoxe : le système fondé sur la

concurrence n'a plus de concurrent ! Le régime fondé sur la discussion n'est plus discuté ! Faute d'adversaires, le système libéral ne sait que faire de sa liberté ! parce qu'il est demeuré seul sur scène, le capitalisme s'imagine qu'il est en bonne santé. Tel n'est pas le cas. L'ironie de l'Histoire est qu'il voit ses ennemis expirer au moment où il se trouve devant des problèmes qu'il est incapable de résoudre par ses propres moyens.

Les matamores de Mai 68 et les "marxistes" d'Epinay sont devenus sans le moindre effort des admirateurs inconditionnels du capitalisme, rebaptisé depuis peu "économie de marché" pour faciliter les conversions. Si nécessaire qu'elle fût - comment la ruserais-je après l'avoir si longtemps appelée de mes vœux ? -, cette conversion au réalisme n'en reste pas moins un chapitre sans grandeur dans l'histoire de la gauche française...

Sur quatre points au moins, le système fondé sur l'initiative privée et la libre entreprise se révèle incapable d'affronter spontanément les problèmes qui se posent à lui. Ce sont : le désordre du système monétaire international et les menaces de crise boursière à l'échelle mondiale, dont "l'accident" de l'automne 1987 a montré qu'il ne s'agissait pas d'une vaine imagination ; le retard économique du tiers monde et les risques d'explosion qu'entraîne l'endettement d'un certain nombre de pays ; l'incapacité de doter les pays industriels d'équipements collectifs suffisants (hôpitaux, écoles, logements, urbanisme) ; enfin, le massacre de la nature et le gaspillage des ressources naturelles...

Il m'a semblé que ce capitalisme faisait un bien mauvais usage de cette conjoncture exceptionnelle (2). Au lieu de se lancer dans l'aventure, il se vautre dans la satisfaction. Après les bourgeois conquérants, les bourgeois concupiscent. Au lieu de la morale du capital, l'immoralité du fric. Or le capitalisme n'est vainqueur que par forfait. Devant les grands défis du monde moderne, le désordre, la pauvreté, la violence, l'insignifiance, la dégradation de la biosphère, il est à peu près sans voix. Nous n'avons plus, pour nous abstenir de critiquer, l'excuse de voir en lui un moindre mal. Le communisme est mort. Le socialisme est impuissant. Le temps de l'an ticapitalisme commence. "

Solution Julliard : une social-démocratie moderne

"Dans le précédent chapitre, j'ai examiné les chances d'un socialisme rénové de dessiner une voie originale entre les décombres du communisme et les grandes constructions vides du capitalisme. La social-démocratie n'a jamais été une spécialité française... Il était assurément nécessaire que le Parti socialiste français se rapproche de l'esprit social-démocrate. C'est d'ailleurs ce qu'il a entrepris de faire, sous l'empire de François Mitterrand... et de la nécessité. Existait-il un autre choix ? C'est ainsi que les socialistes ont accepté sans ambiguïté, et apparemment sans esprit de retour, l'économie de marché et la limitation du profit, l'indexation des augmentations de salaire sur le rythme de l'expansion et non sur celui de l'inflation, la concertation sociale de préférence à la lutte des classes...

L'Histoire, pas plus que le temps, ne s'arrête. Si, aujourd'hui nous sommes tentés de dire qu'il n'y a pas d'au-delà de la démocratie, il y a bel et bien un au-delà de la social-démocratie ; et, si nous sommes bien en peine d'imaginer un au-delà de l'économie de marché, nous devons pourtant concevoir un au-delà de l'économie tout court.

Il y a aujourd'hui pour les modernistes du PS, les seuls capables d'offrir un avenir à ce parti, deux façons de concevoir leur rôle. La première consiste à s'installer confortablement au centre et à gouverner conformément aux attentes des classes moyennes : en deçà de la social-démocratie. La seconde consiste à renoncer à faire du neuf avec du vieux et à se décider à faire du neuf avec du neuf.

Autrement dit, à gouverner au-delà de la social-démocratie, au-delà aussi de la tyrannie économique. C'est, dans l'ensemble, la première voie qu'ont choisie successivement Laurent Fabius et même Michel Rocard, le second en particulier, avec un succès public évident que traduisent l'excellence des sondages et le désarroi de la droite. Pour le moment, Michel Rocard n'a pas ouvert à ses adversaires la moindre faille dans laquelle ceux-ci pourraient s'engouffrer. Les leaders de la droite le confient en privé : ils n'ont fondamentalement rien à reprocher à la politique que poursuit le Premier Ministre".

Ces dernières réflexions marquent la limite de la pensée de Julliard, souvent riche. Son attachement à l'économie de marché le conduit forcément à une impasse, même si dans la dernière page de son livre, il y a des considérations d'ordre plus général qui, isolées, pourraient nous le faire apparaître comme un socialiste à part entière :

" J'exprime ici ma conviction que le crépuscule du communisme marque aussi, pour le panéonomisme qu'est devenue la société capitaliste, le commencement de la fin ".

Et après avoir remarqué que tous les plus grands théoriciens du système industriel et capitaliste en ont souligné le caractère transitoire, il conclut

"Il est temps de faire l'adieu du capitalisme comme Auguste Comte en usait l'adieu du Dieu de la métaphysique : le renvoyer après l'avoir remercié des services rendus. Nous ne vivons pas la fin de l'histoire".

(1) J. JULLIARD, Editions du Seuil

(2) La mort du communisme